

Entre le 13 mars 2012 et le 2 juillet 2012...

Ce printemps, la production électronucléaire doucement s'est éteinte...

Comme prévu, le dernier réacteur encore en fonctionnement (Tomi 3, exploité par Hepco dans l'île d'Hokkaido) a été mis à l'arrêt pour maintenance programmée le 5 mai. Tepco avait de son côté arrêté l'avant dernier le 26 mars.

...Alors que son rejet demeure majoritaire dans la population

Selon un sondage publié le 18 mars, 80% des japonais veulent l'abandon de cette filière, contre 16% son maintien. Et dans un contexte d'absence de relais dans les médias et de pressions diffuses ou ouvertes à l'encontre d'individus contestataires, ce sont des centaines de milliers de signatures qui sont déjà recueillies par une pétition nationale. Et l'exercice n'est pas facile, alors que les municipalités de Tokyo et Osaka par exemple, refusent la demande de référendum sur le nucléaire déposée par les pétitions citoyennes.

Un an après l'accident : l'heure du bilan de la production électrique japonaise pour l'année budgétaire (entre le 1/4/2011 et le 31/3/2012)

La production globale des 10 compagnies (privées) japonaises a diminué de 5% entre le 1^{er} avril 2011 et le 31 mars 2012, par rapport à la période budgétaire précédente.

Un recul qui est à relativiser : entre 2000 et 2007, la consommation japonaise d'électricité a augmenté d'environ 9% avant de décroître en 2009 à son niveau de 2000 avant de repartir légèrement à la hausse en 2010.

Les compagnies électriques sont plus ou moins impactées par le recul de leur production nucléaire... Un recul lié à leur difficulté à répondre, suivant les régions, à une demande d'électricité que les pouvoirs publics ont essayé de contenir (principalement durant l'été 2011 et ses pics de consommation), en invitant les habitants et les entreprises à faire des économies d'énergie.

Globalement, la contribution de la production électronucléaire est passée de 28,6% à 10,7%. Les contributions des filières charbon, hydro-électrique et EnR sont restées stables à 25%, 9% et 1,4% respectivement. Les contributions de filières gaz et fioul se sont envolées respectivement de 29,3% à 39,5% et de 7,5% à 14,9%.

- La production et fourniture d'électricité sont réalisées au Japon dans le cadre de monopoles régionaux mis en œuvre par 10 compagnies privées, sur les 4 grandes îles. Le potentiel d'interconnexion électrique entre grandes zones de desserte est historiquement limité, ce qui n'a pas facilité la mise en commun minimale de l'appareil de production électrique japonaise après mars 2011.
- La principale île japonaise, Honshu, rassemble 83% de la population. Les 2 plus grosses compagnies électriques japonaises, Tepco et Kepeco y desservent respectivement environ 30 millions de clients dans le nord (notamment la mégapole Tokyo) et 24 millions dans le sud (notamment la zone Kobé-Osaka-Kyoto).
- Tepco et Kepeco exploitaient respectivement 17 et 11 des 54 réacteurs japonais.

La ruée vers le gaz ne ralentit pas !

Le Japon était le premier importateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) il y a 2 ans avec 34% du volume de GNL commercialisé de par le monde. La gloutonnerie des centrales électriques a provoqué une augmentation de 19% des importations durant l'exercice avril 2011-mars 2012.

De nouveaux contrats ont été passés ces derniers mois avec des fournisseurs au Brésil, Espagne, Qatar... Ainsi, en juin, Chubu, 3^e électricien japonais, a acheté une cargaison de GNL à GDF Suez, liquéfiée au terminal de Montoir. Et Tepco signait de son côté un nouveau contrat avec un fournisseur du Qatar (où l'on retrouve parmi les actionnaires une société de commerce japonaise-15% et Total-10%...)

Éolien et photovoltaïque : vers un changement de pied ?

Depuis avril, quelques industriels, seuls ou en consortium avec le secteur financier, ont annoncé la construction prochaine de parcs photovoltaïques de grande puissance. Il faut dire que le Japon ne s'est pas spécialement distingué dans cette discipline en 2011, avec 1300 MWh installés. Pas plus que pour les autres filières EnR jusqu'à maintenant.

Mais la donne va changer avec l'obligation d'achat de la production éolienne et photovoltaïque par les compagnies électriques, qui sera effective dès juillet 2012. Les tarifs d'achat seront très attractifs pour les producteurs : 420 euros / MWh pour le solaire et 230 euros pour l'éolien. De quoi faire des envieux dans l'UE, où, par exemple en Allemagne, le tarif photovoltaïque est actuellement deux fois moins élevé.

Mais il est possible qu'il s'agisse avant tout pour le gouvernement d'un effet d'annonce pour mieux faire accepter par l'opinion la reprise de la production nucléaire...

L'été arrivant, mauvaise surprise : la production nucléaire est relancée !

Le Premier ministre a réussi son coup. Le 16 juin, après avoir longtemps tergiversé au nom du respect de l'opinion publique, le feu vert tant attendu des autorités locale et préfectorale est enfin venu pour redémarrer 2 réacteurs de la centrale d'Ohi exploitée par Kepco. Une centrale ayant passé avec succès des tests de sûreté de même nature que ceux réussis par toutes les centrales européennes en 2011.

Et ceci alors même que la nouvelle Autorité de sûreté nucléaire, supposée plus indépendante du lobby nucléaire, approuvée par le Parlement le 20 juin, ne sera effectivement mise en place qu'en septembre !

Un feu vert qui s'est nourri tant de la peur de la disparition des taxes versées par les centrales aux municipalités concernées que d'un forcing éhonté des électriciens et des industriels évoquant la pénurie électrique à venir durant l'été 2012. Alors même que Tepco annonçait mi-juin disposer d'une capacité de 57 700 MW au mois d'août prochain, soit 7,7% au-delà de la pointe de demande estivale (en tenant compte il est vrai des coupures programmées auprès des gros consommateurs).

La possibilité de redémarrage d'Ohi crée évidemment un appel d'air... Les compagnies Hepco et Chubu réclament le même traitement pour leurs centrales de Tomari dans l'île d'Hokkaido) et d'Hamoaka dans le centre de l'île d'Hunshu !

Un nouveau projet de plan énergétique pour faire passer tout ça...

Le gouvernement doit publier d'ici à la fin août un plan énergétique à long terme. Qui devrait relativiser aux yeux de l'opinion la part de l'électronucléaire (?), d'autant que la part des EnR augmenterait nettement (ça ne sera pas difficile !). L'objectif établi avant Fukushima de 50% de nucléaire à l'horizon 2030 sera réduit à 15%... Objectif qui sera atteint quasi naturellement si les compagnies redémarrent les réacteurs potentiellement en état de marche après mars 2011 et si l'on arrête l'exploitation au bout de 40 ans.

Ceci étant, la question de la pérennité de croissance bienvenue de la production d'électricité EnR risque de se poser dans les mêmes termes que dans l'UE. Tant que la contribution dans le mix de production reste relativement minoritaire, le surcoût répercuté sur les consommateurs est faible... mais gageons que, rapidement, le lobby industriel, qui pousse à une nette reprise de la production d'électricité nucléaire dont le prix de vente (évacuant largement les coûts de démantèlement et de stockage des déchets) est nettement moins élevé, montera au créneau pour appeler le gouvernement à diminuer le tarif de rachat de l'électricité EnR !

Côté Tepco ? Les salariés font largement les frais du plan d'économies d'un groupe quasi nationalisé !

Dans les « Chroniques japonaises » n° 4, on avait quitté le groupe Tepco en pleine errance financière : une responsabilité de dédommagement qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros (pour les 1,5 millions de victimes de la catastrophe nucléaire), un processus de démantèlement, dès que possible, des réacteurs qui devrait également se chiffrer en dizaines de milliards en ajoutant un stockage des déchets radioactifs qui n'est pas encore défini. Et, très mauvaise nouvelle pour les actionnaires, une perte nette se profilant pour l'année budgétaire 2011-2012, résultant en partie de la baisse du volume de

kWh vendus et du surcoût de fonctionnement des centrales thermiques classiques.

La perte nette annuelle s'élève finalement à 782 milliards de yens (7,5 milliards d'euros) ! Et Tepco est sans doute optimiste en chiffrant une perte potentielle d'1 milliard d'euros pour l'exercice 2012-2013 malgré les augmentations tarifaires.

Et l'Etat est appelé au secours dans cette situation où, de toutes façons, aucune couverture d'assurance classique n'est envisageable pour couvrir les dédommagements des victimes... sans parler de la restauration, inenvisageable actuellement, de l'intégrité du territoire proche de la centrale.

Un gouvernement libéral mis au pied du mur par une compagnie privée obligée d'en passer par une augmentation de capital de 1 000 milliards de yens (environ 10 milliards d'euros) et conduisant les pouvoirs publics à devenir majoritaire, y compris en termes de droits de vote. Fin juin, les actionnaires ont validé cette nationalisation de facto. L'Etat détiendra 50,1% des droits de vote dès juillet et vraisemblablement 75,8% assez rapidement... se retrouvant en position de pouvoir modifier la structure de Tepco.

Mais l'Etat n'entre dans le capital de Tepco qu'à la condition, acceptée, d'un plan d'économies drastique : 3 300 milliards de yens d'économies sont donc au menu des 10 prochaines années, dont :

- 1 300 milliards correspondant au départ de 7 400 salariés sur quelques 38 000, à la diminution des primes de retraite et la réduction des salaires de nouvelles recrues et des heures supplémentaires,
- 1 500 milliards sur les plans d'investissement, ou réalisés grâce à la vente de biens immobiliers, de titres financiers et autres actifs.

Les larmes amères de Fukushima Daïchi

Tout ça arriverait presque à occulter la poursuite des opérations sur la centrale et les difficultés rencontrées ! Et pourtant...

- **Les Shadocks continuent de pomper !** Le refroidissement des réacteurs continue d'être assuré en boucle de façon précaire avec l'eau contaminée noyant le sous-sol de la centrale. Une eau décontaminée grâce au système très provisoire mis en œuvre par Areva et Veolia entre juin et septembre 2011, dont le relais a été pris par Toshiba avec son système SARRY, dans l'attente d'une installation de traitement d'eau plus pérenne à un horizon difficilement prévisible.
- **En avril, ce sont 12 tonnes d'eau radioactive** qui ont fuité de la centrale et probablement été déversé en mer (Tepco ne sait pas trop). En cause la fuite d'un tuyau du circuit de décontamination de l'eau radioactive évoqué plus haut. On a appris par le même occasion que c'était la 2^e fois que cela se produisait : 120 tonnes d'eau radioactive avait déjà pris la poudre d'escampette en mars...
- **Fin mars, Tepco s'est aperçu d'un déficit d'eau de refroidissement** au niveau du cœur fondu, en réussissant à faire entrer une sonde dans l'enceinte de confinement de la tranche 2. Grand désappointement de l'électricien qui ne l'empêche pas de considérer que le réacteur est en état d'arrêt à froid. En fait on ne sait toujours pas vraiment quel est l'état précis de l'installation.

Et un sarcophage pour la piscine du 4 !

Tepco a démarré fin mai la construction d'un sarcophage pour abriter le combustible usé présent dans le bassin de stockage. Un bel abri en acier de quelque 53 m de haut et 69 m de long censé résister aux séismes. On ne sait jamais...